Projet d'arrêté du Gouvernement en conseil

ayant pour objet le classement comme monument national des immeubles et objets du site « Hollerecher Schluechthaus », sis 5, rue de l'Abattoir, repris sur la partie graphique jointe, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich, sous le numéro 57/7132, appartenant à la Ville de Luxembourg

Avis du Conseil d'État

(18 janvier 2022)

Par dépêche du 29 mars 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet d'arrêté du Gouvernement en conseil sous rubrique. Au texte du projet d'arrêté étaient joints un rapport de la séance du 11 novembre 2020 de la Commission des sites et monuments nationaux, un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal de la Commune de Luxembourg du 1^{er} mars 2021, une description de la parcelle, un plan cadastral, une prise de vue aérienne, un plan du site ainsi qu'une documentation photographique du site à classer.

Si par le terme « objets » les auteurs entendent viser des biens meubles, le Conseil d'État se doit de souligner que la procédure de classement d'objets mobiliers est prévue au chapitre II de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, qui, contrairement au chapitre I^{er}, ne prévoit pas que le Conseil d'État soit entendu en son avis. Par ailleurs, l'article 20 de ladite loi prévoit que le classement des objets mobiliers est prononcé, sauf en cas de réclamation, par arrêté du ministre et non pas par arrêté du Gouvernement en conseil. Si par le terme « objets » les auteurs visent des immeubles, ledit terme est superfétatoire. Dans les deux cas, il y a lieu de faire abstraction des termes « et objets » à l'article 1^{er} et à l'intitulé.

Examen des articles

Article 1^{er}

Le Conseil d'État renvoie à ses observations ci-dessus.

Articles 2 et 3

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observation générale

Il convient d'écrire « Commune » avec une lettre « c » majuscule.

Préambule

Au troisième visa, il y a lieu de supprimer le terme « février ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 16 votants, le 18 janvier 2022.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Christophe Schiltz